

AMBASSADE DE FRANCE EN TUNISIE
SERVICE ECONOMIQUE REGIONAL DE TUNIS

- Brèves économiques de Tunisie et de Libye -
Semaine du 5 avril au 11 avril 2019

Tunisie

- A l'issue d'une mission du FMI en Tunisie du 27 mars au 9 avril 2019, le Fonds n'est pas encore parvenu à un accord avec les autorités tunisiennes sur les conditions d'une 5^{ème} revue du programme, mais les discussions se poursuivent à Washington.
- Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque Mondiale (BM) ont révisé à la baisse leurs perspectives de croissance économique pour la Tunisie en 2019 à +2,7%.
- Le taux d'inflation sur un an a reculé à +7,1% en mars 2019 et l'inflation sous-jacente est restée stable à +6,9% le même mois en glissement annuel.
- Le 5 avril 2019, le label « Startup Act » a été attribué par le Premier Ministre à 12 start-up tunisiennes.

Libye

- Le budget 2019 est équilibré et en hausse de +10% par rapport à 2018.
- Les affrontements se poursuivent dans le Sud de Tripoli ; les sites pétroliers sont pour le moment épargnés.

TUNISIE

- A l'issue d'une mission du FMI en Tunisie du 27 mars au 9 avril 2019, le Fonds n'est pas encore parvenu à un accord avec les autorités tunisiennes sur les conditions d'une 5^{ème} revue du programme, mais les discussions se poursuivent à Washington.

Dans un [communiqué publié sur son site officiel mardi 9 avril 2019](#), le FMI indique qu'à la suite de la mission du Fonds en Tunisie du 27 mars au 9 avril 2019, l'institution est parvenue à un consensus avec les autorités tunisiennes sur la plupart des thèmes traités dans le cadre des négociations pour une 5^{ème} revue du programme, mais qu'il reste des éléments en suspens. Si ces désaccords bloquent pour le moment le lancement d'une nouvelle revue, les discussions se poursuivent à Washington à ce sujet et le dialogue est maintenu avec les autorités tunisiennes. Une délégation tunisienne est présente actuellement à Washington, dans le cadre des réunions de Printemps 2019 du groupe de la Banque Mondiale et du FMI. Elle comprend notamment le ministre des finances M. Chalhoun, le ministre du développement, de l'investissement et de la coopération internationale (MDICI) M. Ladhari, et le gouverneur de la Banque centrale de Tunisie (BCT) M. El Abassi. Le gouverneur de la BCT s'est montré optimiste, évoquant une convergence « *vers une revue réussie à la fin de la semaine* ». C'est aussi le cas de M. Chalhoun, affirmant que les discussions avec le FMI vont « *aboutir rapidement, si les choses évoluent correctement* » (« *quelques éléments d'accords techniques sur les court et moyen termes* » restant à régler). Les points d'achoppement ne sont pas précisés dans le communiqué du FMI. Toutefois, la Directrice générale du FMI Mme Christine Lagarde a mentionné le 11 avril 2019 qu'il s'agissait notamment de problèmes « *de tarification* » (ajoutant par ailleurs qu'elle espérait que les discussions aboutiraient lors des prochains jours, afin que la 5^{ème} revue puisse être complétée). M. Chalhoun va dans le même sens, en déclarant que les points demeurant en suspens concernent les subventions (mais qu'il n'y aurait « *pas de désaccord sur le montant des subventions énergétiques* »). Le FMI rappelle qu'il importe pour la Tunisie de continuer à réduire le déficit public (notamment en contrôlant mieux la masse salariale dans la fonction publique), de relever le niveau des réserves de change, de maintenir une politique monétaire restrictive, d'améliorer la gouvernance et le climat des affaires, de supprimer progressivement les subventions énergétiques, tout en réorientant certaines dépenses vers les secteurs de la santé (en développant les filets de protection sociale) et de l'éducation, et en renforçant la lutte contre la précarité.

- Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque Mondiale (BM) ont révisé à la baisse leurs perspectives de croissance économique pour la Tunisie en 2019 à +2,7%.

Après la Banque mondiale, qui avait publié le 1er avril 2019 son « [rapport de suivi de la situation économique en Tunisie](#) », le FMI a publié le lundi 8 avril son dernier rapport sur les « [perspectives de l'économie mondiale](#) ». Les deux institutions ont révisé à la baisse leurs prévisions de taux de croissance du PIB de la Tunisie pour l'année 2019 à +2,7% (contre +2,9% prévu en 2019 selon le précédent rapport publié en octobre 2018 par le FMI et +3,3% prévu en 2019 dans le précédent rapport publié en octobre 2018 par la BM). Cette révision à la baisse se justifie par la détérioration des perspectives de l'investissement et des exportations : (i) le volume des exportations de biens et services devrait connaître une croissance stable à +2,9% en 2019, alors que le FMI projetait précédemment une croissance de +4,6% en 2019 ; (ii) le taux d'investissement devrait stagner à 20% du PIB en 2019, contre 23,1% du PIB prévu en 2019 dans le précédent rapport du FMI. Le FMI explique cette évolution par un « *contexte politique et économique incertain, et des freins structurels, tels qu'un accès imparfait au financement* ». *In fine*, à +2,7% en 2019, la croissance économique s'accélérait légèrement par rapport à 2018 (+2,5% pour le FMI et +2,6% pour la BM en 2018). La BM justifie cette accélération en 2019 par « *l'expansion de l'agriculture, du secteur manufacturier et du tourisme, ainsi que par la mise en service prochaine du champ gazier de Nawara prévue mi-2019* ».

Le déficit courant en 2019 est fortement revu à la hausse par les deux institutions, par rapport aux prévisions précédentes (-10,1% du PIB contre -8,5% du PIB prévu dans le précédent rapport du FMI ; -10% du PIB en 2019 contre -7,8% du PIB dans le précédent rapport de la BM). Pour autant, le déficit courant en 2019 demeurerait en baisse par rapport à 2018, puisqu'il se situait cette année à -11,2% du PIB selon les deux institutions.

Le déficit budgétaire en 2019 serait légèrement plus faible que prévu selon les deux institutions. Ainsi, en 2019, il devrait atteindre -3,67% du PIB selon le FMI et -3,6% du PIB selon la BM, contre respectivement -3,72% du PIB et -3,7% du PIB prévue en octobre

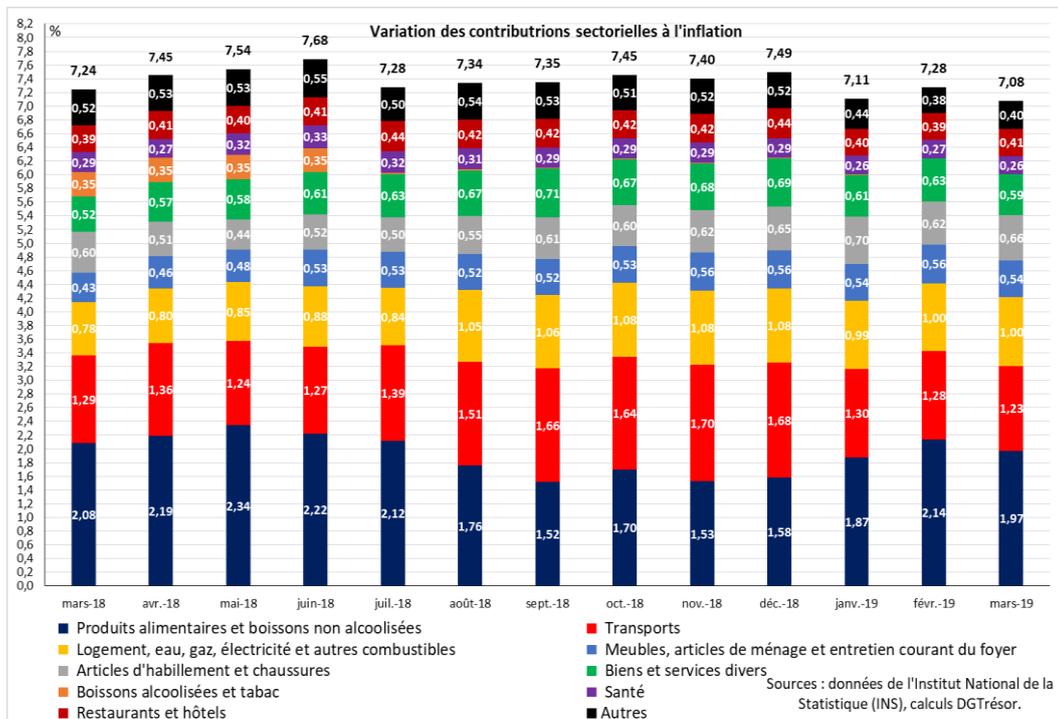
2018. A noter que le déficit budgétaire pour 2018 a également été fortement revu à la baisse en 2018, à -4,6% du PIB pour les deux institutions (contre -5,2% du PIB selon le FMI et -5,6% du PIB pour la BM en 2018 selon les prévisions précédentes). La Banque mondiale justifie l'amélioration des déficits jumeaux en 2019 par « le resserrement des politiques, le rebond de la croissance et la réduction des coûts d'importation d'énergie au fur et à mesure de l'augmentation de la production de gaz ».

Enfin, les prévisions relatives à l'inflation ont été révisées à la baisse par le FMI pour l'année 2019, à +7,47% contre +7,52% prévu en octobre 2018, sous l'effet notamment du resserrement de la politique monétaire de la Banque centrale de Tunisie (BCT) en février 2019.

- *Le taux d'inflation sur un an a reculé à +7,1% en mars 2019 et l'inflation sous-jacente est restée stable à +6,9% le même mois en glissement annuel.*

Le taux d'inflation a diminué en mars 2019 à +7,1% en glissement annuel (g.a.), contre +7,3% le mois précédent en g.a., selon [les dernières données de l'Institut National de la Statistique \(INS\)](#). Il s'agit du taux d'inflation le plus faible depuis février 2018. En

premier lieu, cette évolution s'explique par la décélération de la croissance des prix des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées (à +7,53% en mars 2019 en g.a., après +8,17% en février 2019 en g.a.). Plus en détail, les prix des viandes, des légumes et des poissons ont augmenté moins rapidement en mars 2019 en g.a. qu'en février 2019, tandis que les prix des fruits ont baissé en mars 2019 en g.a. davantage qu'en février 2019 en g.a. En second lieu, le recul de l'inflation globale s'explique par le ralentissement du rythme de croissance des prix des transports (+9,70% en mars 2019 en g.a., après +10,06% en février 2019 en g.a.). Par ailleurs, l'inflation sous-jacente « hors produits alimentaires et énergie » s'est stabilisée à 6,9% en mars en g.a.



- *Le 5 avril 2019, le label « Startup Act » a été attribué par le Premier Ministre à 12 start-up tunisiennes.*

Reçus le 5 avril 2019 par le Chef du gouvernement et le ministre des Technologies de l'information et des communications (TIC), les fondateurs de douze start-up tunisiennes dans divers domaines (agriculture, robotique, jeux vidéo, internet des objets, santé, marketing et télécommunications) ont reçu les premiers labels « Startup Act ». Cela leur permettra notamment de bénéficier d'avantages fiscaux (prise en charge par l'État des charges patronales et salariales, ainsi que de l'impôt sur les bénéfices des sociétés) et de la prise en charge des procédures et frais d'enregistrement des brevets. Les lauréats auront aussi la possibilité d'ouvrir un compte en devises sans autorisation préalable de la Banque centrale de Tunisie (avec un plafond à 100 000 TND). Ce premier label « Startup Act » est inspiré de la loi du même nom adoptée le 2 avril 2018 par l'Assemblée des Représentants du Peuple (ARP). Elle présente de véritables nouveautés au niveau mondial, telles que le congé pour création de start-up ou encore la bourse de start-up pour le jeunes diplômés ou les salariés. Elle prévoit également un fonds de garantie pour favoriser la levée de fonds des start-up auprès des investisseurs.

LIBYE

- *Le budget 2019 est équilibré et en hausse de +10% par rapport à 2018.*

Le 20 mars dernier le Conseil présidentiel a annoncé être parvenu à l'établissement d'un budget à l'équilibre, d'un montant de 46,8 Mds LYD, en hausse de 10% par rapport à 2018. Les salaires représentent 54% du budget, les dépenses de gestion et d'équipement 17% et les projets de développement 15% du total. Enfin, les subventions atteignent 6,54 Mds LYD, soit 14% des dépenses totales. La situation politique rend sa mise en application sujette à de probables modifications d'urgence.

- *Les affrontements se poursuivent dans le Sud de Tripoli ; les sites pétroliers sont pour le moment épargnés.*

Les affrontements se concentrent à une quinzaine de kilomètres de la capitale, avec le recours à de l'armement lourd. Le reste des positions semble se stabiliser. La France s'associe à une déclaration de l'UE selon laquelle « l'attaque militaire de l'Armée nationale libyenne (ANL) sur Tripoli et l'escalade qui a suivi mettent en danger les civils, y compris les migrants et les réfugiés, et entrave le processus politique mené par les Nations unies ». Le président de la National Oil Corporation (NOC), M. Sanallah, a systématiquement demandé à ce que les sites pétroliers ne soient pas visés par les combats. Il a d'ailleurs visité le site de Tripoli, proche des zones d'affrontement. Pour l'instant, il n'y a pas de perturbation, à la fois en termes de production et d'approvisionnement.